

# LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.

N<sup>o</sup>. CXCIII.

Du Samedi 23 Janvier 1790.

Séance de Jeudi soir.

CETTE séance a été ouverte par l'annonce des dons patriotiques qui se multiplient tous les jours, malgré les efforts combinés des ennemis du bien public pour en arrêter le cours.

Les citoyens du bataillon de Saint-Roch ont présenté leur offrande patriotique. M. Delpeche Poncet a offert, au nom de la ville de Montauban, 121 mares d'argent & 2635 livres en contrats de rentes sur l'état.

Les dames couturières de Paris sont venues elles-mêmes présenter leur offrande.

M. Laurence a donné un contrat de 20 livres de rente.

M. le président a fait ensuite lecture d'une lettre qu'il avoit reçue de M. de Belleron, colonel d'un régiment en garnison à Douai ; l'assemblée en a été si satisfaite, qu'elle en a ordonné l'impression, ainsi que celle de l'adresse envoyée par les citoyens patriotes de Grenoble, & signée par plus de 650 citoyens de tout état ; nous nous empressons de la faire connoître comme respirant le patriotisme le plus pur & le plus énergique.

N O S S E I G N E U R S ;

« Quand de perfides ministres, prodigues du sang des peuples, investissoient l'assemblée nationale d'armes & de

Tome VI.

M



soldats , & appelloient la guerre civile à l'appui du despotisme , les citoyens de Grenoble , brûlans de partager vos dangers & vos alarmes , ne furent pas les derniers à prendre une résolution courageuse ; ils jurèrent sur l'autel de la patrie (1) de rester inébranlablement attachés aux principes que vous annonciez seulement alors , & que vous avez ensuite développés avec une fermeté & une énergie dont les siècles passés n'offrent pas un autre exemple. Ce serment , prononcé *en présence du juge redoutable des rois & de leurs sujets* , il n'est point de jours que les citoyens de Grenoble ne l'aient renouvelé au fond de leurs cœurs , comme il n'en est point qui n'aient été marqués par les victoires signalées que vous avez remportées sur d'antiques & barbares préjugés. »

» Le fanatisme terrassé , le régime féodal anéanti , le colosse de l'aristocratie abattu , les droits de l'homme recouvrés , les devoirs du citoyen reconnus & rétablis , tous les privilèges , tous les abus qui pèsent sur le peuple réformés ou marqués pour l'être , enfin , toutes les plaies de l'état sondées & découvertes ; telles sont les bases de la constitution que votre sagesse a élevées sur les débris du despotisme ; tels sont les titres immortels qui vous assurent , Nosseigneurs , les hommages de vos contemporains & la reconnaissance de la postérité.

» Il existe sans doute des enclaves façonnées au joug , qui regrettent , comme les compagnons d'Ulysse , leur ancien abrutissement , qui , au lieu de se réjouir avec les gens de bien , des progrès de la raison & de l'humanité , préfèrent de s'associer à la honte & aux ressentimens des lâches qui ont trahi la cause de la patrie ; qui enfin ne craignent pas de répondre par des blasphèmes , aux chants d'allégresse & d'admiration que vos noms & vos vertus excitent de toute part ; mais quelle est la cité , en France , qui ne se trouve pas souillée de ce mélange impur ? Quel est le coin du royaume que les ennemis du peuple n'aient pas tenté de

(1) Délibération du 15 juillet 1789.



bouleverser ou d'affervir ? En est-il un seul qui n'ait pas été convert de leurs libelles, ou agités par leurs manœuvres ?

Au milieu de ce tourbillon d'intrigues & de dépravations , le patriotisme des citoyens de Grenoble ne s'est point démenti ; presque tous sont demeurés fidèles à leur serment ; & quoiqu'on ait cessé de calomnier leurs intentions & de les effrayer sur les réformes salutaires auxquelles vous travaillez avec tant d'intrépidité , ils n'ont changé ni de caractère ni de principes ; ce sont toujours les mêmes hommes qui offrent à leurs députés , le sacrifice de leurs fortunes & de leurs vies , pour les défendre contre les attaques de la tyrannie : la liberté est encore pour eux le souverain bien , & ils sont prêts , aujourd'hui comme alors , à verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour faire exécuter vos augustes décrets , & affermir l'heureuse constitution à laquelle est attachée votre gloire , ainsi que la prospérité de l'état. Nous sommes , &c. *Les citoyens patriotes , soussignés , de la ville de Grenoble.*

M. le garde des sceaux ayant écrit à M. le président qu'on ne pouvoit rien décider sur l'affaire de Marseille avant que le rapport n'eût été fait dans l'assemblée , on a représenté que ce délai pouvoit être funeste aux prisonniers qui sont actuellement dans les fers , & l'on a pensé que le rapport de cette affaire devant être fait samedi , on pourroit alors prendre un parti en faveur des accusés.

M. Mongins de Roquefort a fait connoître , au nom du comité des rapports , une affaire dont il étoit chargé.

M. de Perci a fait un rapport concernant les acquits à caution , & a proposé un décret sur lequel on a fait plusieurs amendemens ; on a déclaré qu'il n'y avoit lieu de délibérer , ni sur ces amendemens , ni sur ce décret.

Un Génovéfin a observé qu'il étoit tems de statuer sur le préjugé des peines infamantes , & qu'ainsi il falloit s'occuper de décréter les articles 3 , 5 & 6 de la motion de M. Guillottin. Aussi-tôt ce dernier a pris la parole , & a contenu à ce qu'on ne décrêtât que ces trois articles.

Le premier étoit conçu en ces termes :



« Les délits du même genre seront punis par le même genre de peines, quel que soit le rang & l'état des coupables ».

Cet article étoit une suite naturelle de la déclaration des droits & de l'égalité politique établie par la constitution ; mais peut-être n'auroit-il pas fallu faire le code criminel sur des motions particulières, & par articles séparés. Les loix criminelles tiennent à un système compliqué & suivi, & il semble que ce n'est qu'après des vues générales & étendues, que le législateur doit prononcer sur cette matière ; quoi qu'il en soit, un article plus important a été l'objet des délibérations de la séance du soir, quoiqu'il tint aux plus grandes questions de l'ordre moral & politique.

Il y a long-temps que la philosophie avoit dénoncé aux législateurs un préjugé dont les conséquences sont aussi funestes, que les rapports en sont étendus ; c'est le préjugé des peines infamantes, aussi obscur dans ses causes, que terrible dans ses effets, qui paroît servir la société, en violant l'humanité & la justice, & qui peut-être est aussi difficile à expliquer qu'à détruire.

La perfection des loix est sans doute que le citoyen ne puisse rien perdre de ses droits & de sa réputation, que par sa faute ou son crime personnel ; tout le reste est une usurpation de la loi, ou un principe destructeur de la société même : aussi les Romains protégèrent l'innocence des parens contre toute flétrissure d'opinion. On se plaît à lire dans les loix des empereurs, même des indignes fils de Théodose, ces paroles sacrées : « Qu'il n'y ait de peine que là où il y a un délit. Nous défendons de rien reprocher aux parens du coupable ; leur association avec lui ne les a pas faits ses complices. Les liens du sang & de l'amitié ne conduisent pas au crime. Que les délits ne retombent donc jamais que sur leurs auteurs, & que la crainte des châtimens ne passe jamais les coupables. »

C'est l'humanité même qui parle dans cette loi, & qui a dicté aussi l'article que l'assemblée nationale a décrété. Le voici :



« Les délits & les crimes étant personnels, le supplice du coupable & les condamnations infamantes quelconques n'impriment aucune flétrissure à sa famille. L'honneur de ceux qui lui appartiennent n'est nullement entaché, & tous continueront d'être admissibles à toutes sortes de possessions, d'emplois & de dignités. »

Cette loi devoit naturellement avoir la même époque que la liberté; car c'est dans les pays libres que les loix plus douces tempèrent tous les sentimens, & l'esprit d'équité qu'elles répandent ne permet pas qu'un homme soit puni pour les fautes d'un autre. Dans les pays avilis par le despotisme, au contraire, les peines sont barbares, & les loix toujours irritées frappent pour répandre plus d'épouvante, & versent l'infamie ou l'aversion, qui suit le crime, sur tout les êtres qui avoient avec le criminel une existence commune.

M. l'abbé Mauri tronvoit sage la loi qui détruit un préjugé barbare; « mais il faut commander à l'opinion, disoit-il, avec un appareil qui maîtrise les sens, fixe l'attention du peuple & serve de guide à sa raison. Je propose que sur le lieu même du supplice, le juge réhabilite la mémoire du condamné; cette sentence de réhabilitation anéantira tous les préjugés ».

« C'est mettre le crime de niveau avec l'innocence, que d'employer une pareille réhabilitation, disoit M. Barnave, en proposant de substituer la simple lecture de la loi, que le greffier feroit au peuple à haute voix; mais M. Emeri a observé que tous ces amendemens étoient inapplicable aux condamnations du coupable aux galères à temps.

« Toutes ces précautions, disoit M. La Reyre, ne feroient qu'augmenter le préjugé au lieu de le détruire. Le législateur ne doit jamais présumer que l'opinion prévaille sur la sagesse des principes, ni douter de l'insuffisance de la loi, ni témoigner des craintes sur son inobservation ». Ces différens amendemens ont été rejettes, & l'article que nous avons déjà donné. a été seul adopté.



Peut-être en s'occupant de l'honneur des familles, on auroit dû abolir en même-temps, certaines loix pénales qui ne peuvent être dirigées contre les familles innocentes & malheureuses, puisque la peine du suicide ne punit que des actes de démence, & des familles qui ne peuvent ni les prévoir ni les arrêter; autrement il seroit contradictoire de chercher à détruire un préjugé répandu sur les familles, si le législateur conserve les supplices sur lesquels le peuple a formé son préjugé.

Un autre article a été adopté sans réclamation; c'est celui qui porte :

» La confiscation des biens des condamnés ne pourra jamais être prononcée en aucun cas ».

Sans doute, le trésor du prince ou de la nation ne doit pas être grossi du produit des crimes. Les législateurs sages n'ont jamais intéressé le prince ou l'état à la perversité des citoyens, & la confiscation est un véritable vol fait aux familles des condamnés; mais le criminel ne doit-il pas un tribut à la société; sa fortune ne peut-elle supporter une légère contribution en faveur de cette même société qui l'a troublée par ses crimes? On auroit donc pu établir une espèce d'amende d'un marc d'argent sur les biens du condamné. Cette somme pourroit servir à donner des indemnités aux *accusés innocens*. En effet, quelle est la ressource des malheureux que le ministère public a accusés, & que les loix ont détenus dans les fers quoique innocent?

Le dernier article qui a été décrété, semble ne pas persuader l'infamie du coupable au delà du moment de sa mort, pendant qu'il importe à la société de perpétuer à jamais cette infamie sur la tête du condamné. Cet article paroît encore laisser au législateur la crainte que la mention du supplice du condamné ne nuise à l'honneur de sa famille; & cette crainte est contradictoire avec la loi, qui abolit le préjugé. Enfin, cet article confond, dans le même registre, les noms odieux des scélérats, avec les noms respectables des citoyens vertueux. Ne



pourroit-on pas craindre que ce mélange tendit à faire oublier l'infamie attachée à la mémoire du condamné, quoiqu'il importe à l'état qu'elle demeure toujours flétrie ?

Tous ces doutes ont été appréciés par l'assemblée nationale ; & elle a décrété que le corps du supplicié sera délivré à sa famille, si elle le demande : dans tous les cas il sera admis à la sépulture ordinaire, & *il ne sera fait sur le registre aucune mention du genre de mort.*

Arrêté en outre que les quatre articles ci-dessus seront présentés incessamment à la sanction royale, pour être envoyés au tribunaux, corps administratifs & municipalités. »

Les autres articles de la motion de M. Guilloin ont été renvoyés au comité, qui s'occupe de la jurisprudence criminelle. Il est probable que ce comité, augmenté de plusieurs membres, s'occupera de présenter dans cette session les principales loix civiles, criminelles ou ecclésiastiques qui doivent être assorries aux principes de la constitution.

*Séance d'hier.*

Après que M. de Laborde Merville a lu le procès-verbal, M. Gossin, dont le zèle pour achever la division du royaume ne se ralentit point, a fait plusieurs rapports, à la suite desquels l'assemblée a rendu, après quelques débats entre les députés de Bretagne, sur les mots *provisoirement* ou *définitivement*, les décrets suivans :

L'assemblée nationale décrète :

« 1°. Que Quimper sera provisoirement chef-lieu du département de la partie basse de la Bretagne, & que l'assemblée des électeurs déterminera à la suite de la première session, si cette disposition provisoire doit demeurer définitive.

» 2°. Que le département est divisé en neuf districts, dont les chefs-lieux sont Brest, Landernau, Lesneven, Morlaix, Carhaix, Châteaucin, Quimper, Quimperlai & Pont-Levois, sauf à partager entre les deux villes de Quimper & de Landernau les établissemens qui seront déterminés par la constitution.

» L'assemblée nationale décrète que le département d'Ar-

tois est divisé en huit districts, dont les chefs-lieux sont Calais, Saint-Omer, Béthune, Arras, Bapaume, Saint-Paul, Boulogne, & provisoirement, Montreuil, sauf en faveur de Hédin, d'être le chef-lieu de la juridiction du district.

» L'assemblée nationale décrète que le département de Montpellier est divisé en quatre districts, dont les chefs-lieux sont Montpellier, Beziers, Lodève & Saint-Pons; que le département s'assemblera d'abord à Montpellier, & qu'il alternera, conformément à l'arrêté des départemens de la province.

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, 1°. que la ville de Gueret est provisoirement le chef-lieu du département de la Marche, sauf l'alternatif en faveur de celle d'Aubusson, aux termes de l'arrêté convenu par les députés de ce département.

2°. Que le département est divisé en sept districts, dont les chefs-lieux sont Gueret, Aubusson, Boussac, Fontenais, Bourgneuf, & provisoirement Evaux; sauf, en faveur de la ville de Crambon, d'être chef-lieu du tribunal de justice, de manière qu'Evau ne puisse être que le siège de l'un ou de l'autre établissement, & selon que les électeurs le jugeront plus convenable de le fixer; sauf aussi en faveur des autres villes de la province qui n'ont pu obtenir d'être chef-lieu de district, la répartition des établissemens qui pourroient être fixés dans chacun d'eux, si l'assemblée nationale le jugeoit convenable. »

M. le Brun a fait un rapport au nom du comité des finances, tendant à distinguer dans l'examen de la dette publique le présent & le passé. C'est pour tracer cette ligne de division, & pour faire nommer un nouveau comité pour la liquidation de la dette publique, qu'il a proposé le décret suivant :

« L'assemblée nationale, considérant qu'il importe essentiellement à l'ordre & à l'économie dans les finances, de liquider la dette de chaque département, qu'on ne peut y



parvenir si on ne sépare pas la dépense courante de la dépense arriérée , a décrété & décrète ce qui suit.

#### A R T. P R E M I E R.

A compter du premier janvier , le trésor public acquittera exactement , mois par mois , sans aucun retard , les dépenses ordinaires de l'année courante.

#### A R T. I I.

Sera pareillement acquitté tout ce qui sera dû de la solde des troupes de terre & de mer.

#### A R T. I I I.

Les Arrérages des rentes continueront d'être payés dans l'ordre de leurs échéances , & les paiemens seront rapprochés par tous les moyens possibles.

#### A R T. I V.

Seront également payés les intérêts de toutes les créances reconnues auxquelles il en est dû , les obligations contractées pour achats de grains , les assignations , recriptions sur les revenus de 1790 , & les dépenses relatives de l'Assemblée nationale.

#### A R T. V.

Le décret du 2 janvier , relatif aux pensions , sera exécuté selon sa forme & teneur.

#### A R T. V I.

Il sera sursis au paiement des autres créances arriérées , jusqu'à ce qu'elles soient liquidées.

#### A R T. V I I.

Et pour procéder à cette liquidation , il sera nommé un comité de douze membres dans le comité des finances.

#### A R T. V I I I.

Dans un mois au plus tard , les administrateurs de chaque département , & les ordonnateurs de toute espèce de dépenses , remettront à ce comité un état certifié véritable de toutes les dépenses arriérées dans leurs départemens.

#### A R T. I X.

Les fournisseurs & entrepreneurs qui auront des titres de créances , seront tenus de les lui représenter.



## A R T. X.

Le comité rendra compte à l'assemblée de chaque partie de la dette, à mesure qu'elle aura été vérifiée, & lui soumettra le jugement de celles qui pourroient être contestées.

## A R T. X I.

L'assemblée avifera aux moyens les plus prompts & les plus convenables d'acquitter les créances dont la légitimité aura été reconnue.

MM. Camus, de Montesquiou, Regnaud, Anson, de Mirabeau, Cafalés, Vernier, de la Rochefoucault & Rœderer, ont disputé tour-à-tour les avantages & les inconvénients que présentait ce projet de décret. M. l'abbé Gouttes a dit avec son énergie ordinaire, que personne n'ignoroit que la finance s'étoit réunie aux ennemis du bien public pour détruire tous les heureux effets de la révolution; qu'ils ont semé des bruits incendiaires, & qu'ils faisoient les derniers efforts pour retirer tout l'argent de la circulation. Il a conclu à ce que le comité des finances remit tous les renseignements qu'il avoit sur la consistance de la dette publique, & que chaque créancier de l'état fût tenu d'apporter ses titres.

On est allé aux voix. Un amendement de M. Camus sur le premier article, a été rejeté.

La question préalable ayant été demandée sur l'amendement de M. Cafalés, la lecture en a été faite en ces termes :

» Qu'il soit ordonné au comité chargé de la liquidation de la dette publique, ou à tout autre, d'en vérifier tous les détails & tous les titres, d'en constater la somme & la légitimité; de remonter à son origine; d'en suivre les progrès, & d'assigner les causes de son prodigieux accroissement; de faire connoître les époques, les conditions des divers emprunts; par quels moyens ils ont été remplis; quel a été l'emploi des fonds qui en sont résultés; d'établir enfin la concordance qui doit être mise entre la somme de la dette & celle des besoins qu'a eu le gouvernement ».

M. Charles de Lameth préféroit l'ajournement indéfini de cette motion à la question préalable qui étoit demandée;



mais M. de Mirabeau trouvoit que la rédaction de M. Casalés tendoit à faire regarder cette liquidation comme une chambre ardente & inquisitoriale , chargée de motifs alarmans.

» L'assemblée , a-t-il dit , fait une chose sage en nommant un comité pour la dette publique , mais elle ne doit se réserver que la surveillance sur le travail du comité ; faire un thème à ce comité , sur des faits qui se ressentiroient des recherches odieuses , c'est ce qui n'est pas admissible. Le comité des finances a été formé dans un temps où l'on n'avoit pas les idées actuelles : on a fait ce choix par généralité. Nous devons revenir sur l'espèce de désordre qui a formé ce comité , & apporter beaucoup de soin dans le choix de ses membres , & ne pas effrayer par les fonctions dont on le revêtira ».

M. de Casalés insistoit , en disant qu'on ne devoit constater la dette de l'état , qu'après l'avoir vérifiée dans toutes ses parties.

La discussion a été fermée : la question préalable sur l'amendement de M. Casalés , mise aux voix , a été adoptée.

Un des secrétaires a fait lecture du décret proposé par le comité des finances ; mais M. l'abbé Mauri ayant voulu prendre la parole , a excité d'abord des murmures dans l'assemblée. Une phrase de son discours a paru injurieuse à la plus grande partie , & a occasionné un tumulte violent.

La voici : « Je le demande à ceux à qui la nature a refusé toute espèce de courage , & qu'elle a voulu en dédommager en les douant au plus haut degré du courage de la honte ; qu'ils se nomment & qu'ils répondent.

Les motions contre M. l'abbé se sont succédées rapidement , tant l'indignation étoit forte & générale. Nous ne pouvons les rapporter dans ce moment , ainsi que la défense de M. l'abbé , qui ne convenoit pas d'avoir proféré les dernières paroles citées.

Nous rappellerons , dans le N°. suivant , les longs &



tumultueux débats auxquels le jugement de M. l'abbé a donné lieu. Il nous suffira de dire aujourd'hui que l'assemblée a décidé sur la motion de M. de Mirabeau de censurer M. l'abbé Mauri , & d'insérer la censure dans le procès-verbal.

L'assemblée a décidé que le comité proposé pour procéder à la liquidation sera nommé dans le comité des finances.

Le décret de ce comité a été ensuite mis aux voix & adopté tel que nous l'avons déjà rapporté.

La séance a été terminée par une décision de l'assemblée , relativement à l'exécution d'un décret de prise de corps , lancé par le châtelet , contre le sieur Marat , dans les formes usitées avant les nouvelles loix criminelles.

C'est sur la motion de M. Chapelier qu'a été rendu ce décret en ces termes :

L'assemblée nationale décrète que son président écrira au président du district des Cordeliers , pour l'avertir qu'il se méprend sur les principes qui intéressent la société , que les jugemens rendus par les tribunaux doivent être exécutés , que personne ne peut y apporter obstacle , & qu'ainsi la délibération que le district des Cordeliers a prise de mettre un *visa* sur les jugemens , portant décret de prise de corps , qui doivent s'exécuter dans son territoire , a , contre son intention , l'effet de blesser l'ordre public & de renverser les principes.

» L'assemblée nationale attend du patriotisme du district des Cordeliers , qu'il aidera à l'exécution des décrets de justice , & qu'il n'y apportera point obstacle ».

---

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal, N<sup>os</sup>. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 livres pour Paris , & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.